



Unad
Caritas
Tchad

Bureau Permanent de Coordination

Palazzo S. Calisto – 00120 Vatican City
Tel: +39 06 698 797 99
Fax: +39 06 698 87 237
Email: caritas.internationalis@caritas.va
Website: <http://www.caritas.org>

EA 03/2014 TCHAD

Projet d'Appui aux retournés Tchadiens de la Centrafrique des sites de Doba, Goré et Sarh et des réfugiés Centrafricains des camps de Amboko, Dodje et Dosseye

PHASE D'URGENCE ET PREMIER STADE DE REHABILITATION

Date du lancement: 14 mars 2014

Durée du projet: 15 mars – 15 octobre 2014

Rapport Final: 31 décembre 2014

I. Fiche de projet

Nom et adresse du demandeur	UNAD – Caritas Tchad BP : 136 Ndjamena, République du Tchad Tél : +235 22 52 50 80 Email : caritas_tchad@yahoo.fr
Personnes de contact	MBETE Félix, Directeur Tél : +235 66 28 50 22 Email : felix.mbete@gmail.com NDOYOM Roland, Project Manager Tél : +235 66 74 84 14 Email: rndoyom@gmail.com
Nom du projet	Appui aux retournés tchadiens de la Centrafrique et des réfugiés centrafricains
Nom des partenaires chargés de la réalisation du projet	BELACD Caritas Goré BELACD Caritas Doba BELACD Caritas Sarh
Type de situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none">➤ Afflux de Tchadiens résidant en Centrafrique suite aux conflits militaires et civils➤ Croissance démographique des réfugiés centrafricains dans la zone de Goré, Mbitoye et Maro suite aux conflits
Phase d'intervention	Urgence et premier stade de réhabilitation
Durée du projet	15/03/2014 au 15/10/2014 (7 mois d'activités) Rapport final : 31 décembre 2014
Secteurs couverts	Sécurité Alimentaire Articles non vivres (NFI)
Zone géographique	Régions du Logone Oriental et du Moyen Chari, au sud du Tchad
Bénéficiaires	Personnes retournées de la Centrafrique localisées dans les sites d'accueil de Doba, Goré et Doyaba Goré : 7 240 ; Doba : 6 677 ; Sarh : 11 545 ¹ Réfugiés centrafricains des camps de Amboko, Dodjé et Dosseye

¹ Personnes enregistrées par l'OIM à la date du 18/02/2014, d'après le Rapport de situation No 02 OCHA du 21/02/2014

Total de la population touchée	70 913 retournés, réfugiés et ressortissants de pays tiers
Bénéficiaires indirects	Populations retournées des 3 sites ainsi que les populations hôtes et les réfugiés des 3 camps de Goré
Calendrier des rapports	Rapports intermédiaires : juin 2014, septembre 2014 Rapport final : décembre 2014 y compris audit et évaluation externes
Budget total du projet	327 978 236 F CFA, soit 500 000 euros
Montant recherché	327 978 236 F CFA, soit 500 000 euros
Compte bancaire de l'EA	BANQUE SAINT OLIVE – LYON, FRANCE UNAD CARITAS TCHAD Compte numéro 00003011174 IBAN: FR76 1357 9000 0100 0030 1117 465 BIC: CCBPFRPPPAR

I. Résumé du projet

Les conflits politico-militaires en République Centrafricaine ont entraîné des vagues de violences sur les populations civiles, notamment des ressortissants tchadiens vivant dans ce pays, pour des activités commerciales, agricoles, pastorales et autres. Des milliers de Tchadiens, pour sauver leurs vies, ont quitté le territoire centrafricain, qui par voie aérienne, qui par voie terrestre, pour trouver refuge au Tchad. A ce jour, 70 913 personnes dont 7 985 nouveaux réfugiés² sont recensées sur les différents sites d'accueil et de transit. Des citoyens centrafricains qui sont aussi en proie aux violences de toutes sortes sont arrivés sur le sol tchadien. Leur nombre est estimé à plus de 7 000 personnes, ce qui porte le nombre total de réfugiés centrafricains au Tchad à 81 000 personnes³. Ces personnes sont composées en majorité des femmes et des enfants, voire des enfants non accompagnés.

Ayant tout abandonné, les retournés et les réfugiés ont absolument besoin de tout pour leur survie, et pour vivre dans la dignité. Face à cette situation, le gouvernement tchadien a lancé une opération dite « don du cœur ». Cette opération a permis de collecter plusieurs millions de francs et plusieurs tonnes de vivres et de non-vivres. Toujours est-il que les sinistrés, surtout ceux de la zone rurale, ne couvrent pas leurs besoins fondamentaux. Quelques organisations non-gouvernementales sont actives auprès des sinistrés notamment la Croix Rouge du Tchad, l'UNICEF, Care, etc. pour apporter assistance en eau potable, en soins, en

² OCHA Chad, Rapport de situation No 02 du 21/02/2014

³ Ibidem

couchages, etc. Cette assistance soulage certes les personnes, mais d'après les évaluations faites ces jours-ci par les agences des Nations Unies, les gaps sont énormes. La situation risque surtout de s'empirer dans les jours à venir à cause de l'afflux d'autres personnes, de l'épuisement des dons, et de la période de soudure.

A l'état actuel, le gouvernement tchadien assure la protection des populations sur les différents sites à travers la CNARR (Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Retournés). L'UNICEF appuie la Croix Rouge du Tchad dans la construction des abris et la réalisation des forages et latrines. Le PAM reste le plus grand pourvoyeur d'aide alimentaire avec deux séries de distribution de vivres à quelques 39 000 personnes.

Eu égard à cette situation, et face au lendemain qui s'annonce sombre, Caritas Tchad se propose d'apporter son soutien à travers ce projet d'urgence.

L'objectif global de cette action est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et au renforcement de la résilience de ces personnes.

De façon spécifique, ce projet vise à :

- Améliorer la situation alimentaire des retournés Tchadiens et des réfugiés Centrafricains ;
- Satisfaire les besoins des retournés et réfugiés en articles non alimentaires ;

Cette assistance s'inscrit dans la stratégie humanitaire globale définie par le Cluster pays et sera conforme aux normes standards (Sphère). Avec tous les préjudices subis, le retour de ces personnes à leurs lieux d'origine n'est pas pour demain. C'est pourquoi, en plus de l'assistance alimentaire qui sera apportée aux personnes à besoins spécifiques pendant la période de soudure, des démarches seront entreprises afin de leur permettre l'accès aux moyens de production agricole.

Le projet sera mis en œuvre à Goré par le BELACD – Caritas de Goré, à Doba par le BELACD – Caritas de Doba et à Doyaba par le BELACD – Caritas de Sarh. L'UNAD – Caritas Tchad en assure le suivi, l'appui technique et la coordination générale.

Coût du projet : Le coût global du projet s'élève à 327 978 236 F CFA, soit 500 000 euros.

Durée du projet : le projet a une durée de 7 mois, du 15 mars au 15 octobre 2014. Les activités d'assistance alimentaire et agricoles sont à court terme. Un suivi régulier de la campagne sera assuré jusqu'à la fin de la campagne pluviale.

Le travail entrepris jusque-là par chacune des trois Caritas diocésaines se limite à l'accueil et à l'installation des personnes aux côtés des autres organisations, à l'évaluation des besoins (Sarh) et à la participation des missions d'évaluation inter-agences.

II. Raison du projet

Le Tchad compte une population de 12 987 368⁴ personnes réparties sur une superficie de 1 284 000 km². 78% de cette population vit en milieu rural. Du nord au sud, le Tchad présente une grande diversité de zones agro-écologiques : une zone saharienne à vocation pastorale, une zone sahélo-soudanienne et une zone soudanienne humide. Les deux dernières zones vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage.

Il est limité au Nord par la Libye, à l'Est par le Soudan et le Soudan du Sud, à l'Ouest par le Niger, le Nigeria et le Cameroun et au Sud par la République Centrafricaine. Depuis une décennie, des conflits ont éclaté dans la région du Darfour au Soudan et y perdurent, ce qui a entraîné un afflux massif de réfugiés soudanais à l'Est du Tchad, estimés à 350 000 personnes. La Libye et le Nigeria subissent aussi des violences depuis deux ans qui envoient un bon nombre de personnes, principalement des Tchadiens, sur le sol tchadien. Ces situations influent considérablement sur l'économie nationale. Et comme cela ne suffisait pas, la République Centrafricaine emboîte le pas aux autres, en entrant depuis mars 2013 dans une crise dont la solution reste encore obscure. Partie d'un coup d'état militaire, la crise s'est transformée depuis deux mois en un conflit interreligieux faisant beaucoup de victimes au sein de la population civile. Les Tchadiens vivant en RCA, estimés à plus de 120 000 personnes, n'en sont pas du reste. Le gouvernement tchadien a mis en place un pont aérien et des moyens logistiques pour le rapatriement de ses ressortissants. D'autres Tchadiens ainsi que des Centrafricains ont fui les combats à pieds ou par d'autres moyens pour se retrouver sur le territoire national.

Plusieurs sites d'accueil sont constitués au Tchad à ce jour : Ndjamena, Doba, Goré et Sarh. Il y a aussi des sites de transit à Sido, Bitoye et Bessao non loin de la frontière centrafricaine, ainsi que des personnes accueillies dans des villages (Maro, Danamadji).

La situation évolue au jour le jour et il est difficile d'avancer un chiffre exact. Cependant, au 18 février 2014, on dénombre 70 913 retournés sur l'ensemble des sites et quelque 7 685 nouveaux réfugiés, ce qui porte à 81 000 réfugiés centrafricains au total. Environ 90% de ces personnes sont des femmes et enfants, et plus de 980 enfants sont non accompagnés ou séparés. D'autres groupes continuent à se former dans les régions du Mandoul, du Logone Occidental, et du Salamat. Dans les tout prochains jours, de probables sites seront créés à Moundou dans le Logone Occidental où se trouvent déjà plusieurs centaines de retournés, à Bébedjia dans le Logone Oriental, à Pala dans le Mayo Kebbi et à Mongo dans le Guéra.

Plusieurs organisations de la place ont apporté les premiers secours aux retournés et réfugiés, au premier rang desquelles, le gouvernement tchadien, à travers le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille et ses délégations régionales. Les personnes de bonne volonté et les entreprises publiques et privées ont aussi apporté leurs contributions de toute sorte à cette crise humanitaire. Toutefois, d'après les rapports d'évaluation rapide élaborés

⁴ L'estimation de la population en novembre 2013 est faite sur la base de la population recensée en 2009 lors du RGPH2. Pour ce faire, un taux de croissance de la population de ,5% a été appliqué.

par les lead-clusters (le BELACD – Caritas Sarh a fait une évaluation tandis que les Caritas de Doba et Goré ont participé à la mission d'évaluation conduite par la FAO), plusieurs besoins ne sont pas couverts.

Coordination et gestion des sites

Besoins : Les arrivées continuent aux points d'entrée alors que les capacités d'accueil sont réduites, surtout à Doyaba, Sido et N'Djamena. Il est urgent d'identifier et d'aménager d'autres sites plus viables pour accueillir les personnes en provenance de la Centrafrique.

Besoins non-couverts et contraintes : Des milliers de personnes n'ont pas accès à un abri adéquat sur les sites de transit à Sarh, Sido, Doba, Goré et Mbitoye.

Le Gouvernement du Tchad n'a pas encore pu identifier un partenaire humanitaire – ONG nationale ou internationale – pour gérer le site de Gaoui à N'Djamena.

Education

Besoins: Environ 58 pour cent des enfants arrivés ont moins de 18 ans, selon le profilage de l'OIM dont un grand nombre en âge de scolarité.

Réponse: L'UNICEF et le Ministère de l'éducation mènent une évaluation dans tous les centres de transit pour un retour à l'école.

Sécurité alimentaire

Besoins : Environ 150 000 personnes ont besoin d'assistance alimentaire au cours des six premiers mois de l'année. Cela inclut les rapatriés de la RCA au Tchad, les réfugiés nouvellement arrivés, ainsi que les communautés d'accueil dans les régions touchées par l'insécurité alimentaire.

Réponse : Le Programme alimentaire mondial (PAM) a poursuivi les distributions alimentaires dans tous les sites de transit à N'Djamena et au sud du Tchad. Depuis janvier, le PAM a distribué des rations (céréales, légumes secs, huile végétale, farine enrichie) couvrant pour une semaine à 39 000 personnes. Le PAM et ses partenaires ont déjà réalisé deux séries de distributions.

Le PAM et ses partenaires ont également distribué 15 tonnes de biscuits énergétiques aux personnes immédiatement après leur arrivée sur les lieux de transit.

Besoins non-couverts et contraintes : Le Plan de réponse proposé par le Cluster Sécurité Alimentaire prévoit une assistance alimentaire d'urgence pour 150 000 personnes dont 50 000 en vivres et 100 000 en transfert monétaires, pour un montant de 16 400 000 \$. Dans le domaine agricole, un positionnement de kits agricoles d'urgence pour environ 15 000 ménages et un appui pour les producteurs des populations hôtes s'avèrent nécessaires.

Santé

Besoins : Tous les enfants qui arrivent de la RCA doivent être vaccinés contre la rougeole, la poliomyélite et la méningite, comme cette zone frontalière avec la Centrafrique fait l'objet de flambées récurrentes de ces épidémies. Le statut vaccinal des enfants arrivant n'est pas documenté et donc inconnu.

Des dizaines de personnes évacuées ont subi des blessures de guerre graves et ont besoin de soins médicaux complexes qui ne sont pas disponibles dans le pays.

Réponse : À l'arrivée, l'OIM fait le screening des arrivées à N'Djamena, Moundou et Sido (où l'afflux est le plus élevé) et transfère les cas critiques vers les établissements médicaux

locaux. Un poste de santé temporaire est également fonctionnel dans le centre de transit de Gaoui.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) fournit des kits de vaccination et des consommables médicaux au profit des personnes arrivées dans les sites de transit.

L'ONG International Rescue Committee (IRC) apporte une assistance médicale dans les sites de Doba, Moundou, Doyaba, avec le soutien de l'UNICEF.

L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) - France a commencé une campagne de vaccination contre la rougeole pour 8180 enfants de moins de 15 ans, la poliomyélite pour 3749 enfants de moins de 5 ans et la méningite pour 11 929 personnes de moins de 29 ans à Mbitoye. MSF va commencer la vaccination contre la rougeole et la méningite à Sido autour du 5 mars avant de continuer sur Goré. Les autorités sanitaires locales ont demandé le report de la vaccination à Sido pour ne pas interférer avec une campagne nationale de vaccination contre la polio en cours.

MSF-Hollande a commencé à fournir des soins de santé dans les centres de N'Djamena (sauf Gaoui), y compris un traitement ambulatoire, des visites médicales postopératoires et des transfèrements. En trois jours, MSF-Hollande a traité 337 patients, référé sept patients dans les hôpitaux de N'Djamena, et a examiné environ 20 patients postopératoires.

Besoins non-couverts et contraintes :

Aucun acteur humanitaire de la santé n'est présent sur le site de Goré pour fournir une assistance médicale. Une offre générale insuffisante en médicaments essentiels et le manque de personnel qualifié sont signalés par les acteurs de la santé.

Nutrition

Besoins : Les premières évaluations conduites dans certains sites de transit montrent un taux de malnutrition aigüe globale au-dessus du seuil d'urgence de 15%.

Réponse :

UNICEF a envoyé une mission sur le terrain, au sud, pour évaluer la situation nutritionnelle dans les sites de Doba, Doyaba et Sido.

Protection

Besoins : Plus de 981 enfants séparés et non accompagnés ont été enregistrés par le gouvernement avec l'appui de l'OIM à Doba, Doyaba, Moundou et N'Djamena.

Des menaces de violences sexuelles ont été enregistrées au point d'enregistrement

Réponse :

L'OIM a facilité le transport de 21 292 (30% du total des arrivées) dans leurs zones d'origine. Les migrants rapatriés de la RCA – des Tchadiens de 2ème et 3ème génération ayant perdu toute attache au Tchad - hésitent à retourner dans leurs zones d'origine. OIM facilite le retour pour ceux qui souhaitent retourner vers leurs zones d'origine.

L'UNICEF et ses partenaires ont mis en place des lieux adaptés aux enfants à Doba, Doyaba, Moundou et N'Djamena, assisté les 981 mineurs non accompagnés ou séparés en soins psychosociaux et appuyé le gouvernement dans le processus de réunification familiale.

Le HCR a identifié et a fourni une assistance à 66 mineurs non accompagnés ou les enfants réfugiés séparés dans le centre de transit géré par la Direction de l'Action Sociale (DAS) à N'Djamena.

Le HCR poursuit ses efforts de plaidoyer avec le gouvernement pour s'assurer que les Tchadiens sans liens au Tchad reçoivent la documentation nécessaire à leur éviter le risque d'apatridie.

Besoins non-couverts et contraintes :

Risque d'apatridie pour les retournés tchadiens de deuxième et troisième générations qui n'ont pas de pièce d'identité.

Le statut juridique des rapatriés ayant la double nationalité (centrafricaine et tchadienne) reste à déterminer.

Le délai de 10 jours accordé aux retournés par le gouvernement semble insuffisante pour permettre un retour harmonieux de ces personnes dans leurs zones d'origine.

Eau, hygiène et assainissement

Besoins : Inexistence ou existence limitée des services d'eau potable et d'assainissement dans les différents sites de transit et d'accueil dans la Capitale et dans le Sud.

Réponse :

UNICEF est en train de réaliser 30 forages et 300 latrines sur tous les sites d'accueil et de transit.

UNICEF est également en train de réhabiliter les systèmes d'adduction d'eau à Sido et Moundou.

Oxfam a ciblé 14 000 personnes dans la zone de Moissala et Yamodo (zone de transit) pour la fourniture d'eau. Une équipe d'évaluation s'est également rendue à Doyaba. Le plan de réponse est en cours d'élaboration.

Besoins non-couverts et contraintes :

Les infrastructures d'hygiène et assainissement sur les sites de Doyaba et de Sido sont engorgées. Une solution durable doit être trouvée à cette situation avant l'arrivée des pluies d'ici à un mois et demi.

Intervention de Caritas Tchad

Après analyse de la situation, et compte tenu de ses capacités opérationnelles immédiates, Caritas Tchad, a décidé de lancer un appel d'urgence pour venir en aide aux personnes dans le domaine de l'assistance alimentaire et des articles non alimentaires, et dans les prochains mois dans le domaine de l'agriculture. Compte tenu des moyens logistiques limités, Caritas Tchad focalise ses interventions sur les sites d'accueil de Doba, Goré et Doyaba/Sarh, et dans les camps des réfugiés de Dosseye, Dodje et Amboko à Goré. La méthodologie d'intervention est déclinée dans les lignes qui suivent.

III. Méthodologie du projet

Une réponse humanitaire doit être apportée aux retournés Tchadiens et réfugiés Centrafricains. C'est dans le but de contribuer à amenuiser les différents risques (famine, épidémies, mortalité, etc.) liés à cette situation que la Caritas Tchad élabore ce projet.

L'objectif global de cette action est de **contribuer à l'amélioration des conditions de vie et au renforcement de la résilience de ces personnes.**

De façon spécifique, le projet vise à :

- **Objectif spécifique 1 : Améliorer la situation alimentaire des retournés Tchadiens et des réfugiés Centrafricains ;**

- **Objectif spécifique 2 : Satisfaire les besoins des retournés et réfugiés en articles non alimentaires ;**

Les résultats attendus et les activités pour atteindre ces objectifs sont :

Résultat 1.1 : Les personnes vulnérables couvrent leurs besoins alimentaires en période de soudure.

Dans la zone d'intervention, la période de soudure commence généralement en juin et dure trois mois. Avec la présence de retournés et réfugiés entraînant une augmentation de la demande, il est fort probable que la soudure s'installe plus tôt, en avril ou en mai. Pour aider les personnes les plus vulnérables à résister à la famine, une assistance alimentaire sera apportée à travers le transfert de cash. Les conditions de vie, de l'économie, du marché et de sécurité se prêtent bien à ce type d'assistance. Cela permettra non seulement de satisfaire les besoins alimentaires, mais aussi de couvrir d'autres besoins généralement non pris en compte dans la distribution des vivres. Chaque bénéficiaire/ménage recevra un montant de 20 000 F (30 €) à chaque tour, et ce, deux fois pendant le projet, pendant la période de soudure. Ce montant est sensé couvrir les besoins alimentaires de base pendant un mois. Le montant du PAM est de 22 500 F y compris les frais de transfert.

Un appel d'offre sera lancé pour retenir l'opérateur de distribution en tenant compte du contexte et des services fournis dans chaque localité. Les opérateurs disponibles sont les opérateurs de téléphonie mobile Airtel et Tigo, les banques classiques (Ecobank, Orabank, Société Général Tchadienne) à Doba et Sarh, et les établissements de microfinance (Express Union présente dans les trois localités et PARCEC de Sarh). Des réunions seront tenues avec les partenaires pour arrêter les modalités opérationnelles de distribution, harmoniser les outils, améliorer la qualité d'identification des bénéficiaires, et mettre en place des mécanismes de plaintes et de feedbacks pour le monitoring et l'amélioration du système. L'appui des organisations expérimentées dans le domaine à l'occurrence Care et Oxfam sera sollicité. Une formation des agents et un accompagnement technique seront assurés par le CRS au début de l'opération et pendant l'action. Les principales activités sont :

A1.1.1 : mise en place du système de transferts de cash pour l'assistance alimentaire

A1.1.2 : distribution des vivres dans les ménages à travers le cash à 3 500 personnes vulnérables dont 1 000 à Sarh, 1 000 à Doba et 1 500 à Goré qui compte les retournés et les réfugiés.

Résultat 1.2 : Les retournés Tchadiens et réfugiés Centrafricains ont accès à la terre, aux techniques de production et aux intrants/outils agricoles durant la campagne 2014-2015.

La zone d'intervention est une zone d'agriculture par excellence. Les Tchadiens et Centrafricains vivant au nord de la RCA pratiquent l'agriculture comme principale activité. La campagne agricole au sud du Tchad commence en avril avec les défrichages, et se termine en octobre, voire novembre avec les récoltes. Afin de permettre aux victimes ayant des compétences agricoles de s'auto-prendre en charge, des démarches seront entreprises auprès des autorités locales et des populations autochtones pour leur permettre l'accès à la

terre. Le projet mettra alors à leur disposition des intrants composés de semences améliorées acquises auprès des stations de recherche (ITRAD), des outils locaux et des produits phytosanitaires. Chaque bénéficiaire recevra 5kg de mil, 10kg d'arachide non-décortiquée, et 3kg de niébé comme semences, et trois houes dont deux daba comme outils. Les produits phytosanitaires seront gérés par les techniciens et ne seront administrés qu'en cas d'attaque. Assister un groupe de personnes qualifiées d'allogènes au détriment des autochtones suscite souvent des mécontentements, et risque de bloquer la coopération. C'est pourquoi, pour minimiser ce risque, l'assistance touchera 40% d'autochtones et 60% de retournés et réfugiés, soit au total 3 500 ménages. Pour s'assurer de la maîtrise des itinéraires de culture par tous les producteurs retenus, surtout qu'il s'agit des semences améliorées, des séances de formation seront organisées au profit de tous les bénéficiaires. Ils seront organisés en groupes de personnes pour ces séances. Le projet fournit les animateurs/formateurs, les matériels de formation et le rafraîchissement. Un appui technique de proximité sera assuré par les animateurs pour un meilleur rendement. Les activités retenues sont :

A1.2.1 : sensibilisation sur la production agricole de la campagne et identification des ménages

A1.2.2 : approvisionnement en semences appropriées et kits d'outils à 3 500 producteurs

A1.2.3 : formation des producteurs identifiés sur les itinéraires techniques des cultures de base

A1.2.4 : suivi et évaluation de la campagne agricole

Résultats 2.1 : Les retournés Tchadiens et réfugiés Centrafricains ont accès gratuit aux articles non vivres de première nécessité durant la période de l'action.

Malgré les distributions d'articles de base aux ménages, certaines familles éprouvent des difficultés matérielles surtout celles qui arrivent au dernier moment. Il est donc prévu une distribution de kits composés d'ustensiles de cuisine dont 2 marmites, des assiettes et un bidon de 25 litres pour la conservation d'eau. La saison des pluies étant très favorable à la prolifération des maladies liées à l'hygiène, une distribution de savons sera faite à tous les ménages. Un carton de savon contient 60 boules, ce qui peut permettre de donner 2 boules à chaque ménage ; cependant, ne connaissant pas la situation future, surtout qu'on veut toucher tous les ménages, nous préférons mettre « au moins 1 » pour être sûr d'en donner réellement à tous le monde (voir cadre logique et budget).

Les activités se déclinent en :

A2.1.1 : identification des ménages nécessitant une assistance en kits de cuisine

A2.1.2 : approvisionnement des NFI

A2.1.3 : distribution de kits de cuisine à 1 500 ménages, et des savons à tous les ménages.

Les bénéficiaires directs de cette action sont les retournés tchadiens des sites de Doba : 6677 personnes, de Goré : 7 240 personnes, de Doyaba (Sarh) : 11 545 ainsi que les réfugiés

centrafricains des camps de Amboko, Dodge et Dosseye à Goré, estimés à 37 776 personnes en fin janvier.

Les bénéficiaires indirects sont les familles d'accueil de ces personnes estimées à plus de 100000 personnes. Ces personnes sont identifiées grâce aux efforts du gouvernement tchadien, les efforts des ONG humanitaires sur le terrain, etc.

Les bénéficiaires sont impliqués dans l'élaboration de l'action car c'est grâce à leurs expressions que les principales activités sont callées. Ils seront également impliqués dans l'exécution à travers les différentes activités de sensibilisation et de distribution.

Dans la sécurité alimentaire, le projet veillera à ce que les personnes aient un accès à une alimentation quotidienne équilibrée. Il y a des personnes qui disposent d'un peu de moyens, ou qui adoptent facilement des stratégies d'adaptation. Mais il y en a aussi dites à besoins spécifiques pour qui il n'y a pas d'autres issues (personnes âgées, femmes avec beaucoup d'enfants en charge, enfants non accompagnés, etc.). Cette dernière catégorie constitue la cible pour l'assistance alimentaire. Quant aux activités agricoles, une enquête permettra de retenir les ménages méritant une telle assistance, avec des aptitudes requises.

La stratégie à court terme prévoit notamment les activités de « Life Saving » essentiel pour le maintien et la survie de population. L'assistance alimentaire garantie pour les mois prochains va assurer la sécurité alimentaire des populations réfugiées/retournées mais doit être rapidement complétée, dès une stabilisation de la situation, par des actions axées sur les moyens d'existence et la génération des revenus pour ne pas créer un cycle de dépendance à l'assistance. La situation sera suivie de près pendant les 7 mois du projet, de concert avec les ONG et le gouvernement, afin d'envisager d'autres pistes de solutions : départs dans les villages d'origine, retour en RCA, installations définitives sur les sites, etc. Une évaluation externe du projet permettra de corroborer les hypothèses.

IV. Direction du projet et exécution

La coordination générale du projet sera assurée par l'UNAD Caritas Tchad. Les 3 Caritas Diocésaines de la zone du projet exécutent les activités par principe de subsidiarité. Chaque Caritas diocésaine a un personnel technique et administratif pour la réalisation des activités de terrains. En tout 25 personnes des Caritas sont concernées par l'action dont

- 2 à l'UNAD : 1 Project Manager et 1 Responsable Financier ; Le Project Manager est entièrement pris en charge par le Projet Caritas Danemark. Le projet contribuera aux frais de carburant et entretien du véhicule, location de bureau, fournitures de bureau et communication, non entièrement couverts par le PCD. Il faut noter qu'en plus de l'appui technique qu'il apportera aux Caritas diocésaines dans la mise en œuvre du projet et de la synthèse des rapports à envoyer aux partenaires, le Project Manager participe aussi aux réunions des clusters et de coordination humanitaire au nom de Caritas Tchad. Le directeur et le secrétaire constitue le personnel administratif du projet.

- 7 du BELACD Caritas Sarh : 1 coordinateur des activités et 2 animateurs, le Chef du département socio-économie et le personnel administratif composé de 3 personnes ; cette Caritas interviendra en faveur des retournés du site de Doyaba situé à 7 km de la ville.
- 7 du BELACD Caritas Doba : 1 coordinateur des activités et 2 animateurs, 1 chargé de suivi-évaluation et le personnel administratif composée de 3 personnes ; le BELACD mettra en œuvre ses activités dans le site des retournés de la ville de Doba.
- 7 du BELACD Caritas Goré : 1 coordinateur des activités et 2 animateurs, 1 chargé de programme, et le personnel administratif composé de 3 personnes. Ils ont la responsabilité du site des retournés de la ville de Goré, et des réfugiés des camps de Dodje, Dosseye et Amboko à 7, 9 et 30 km de la ville.

Les Chargés de programme des Caritas diocésaines travaillent sur l'ensemble des activités, donc sont pris en charge par plusieurs projets, en fonction du temps qu'ils leur consacrent. Les coordinateurs des activités sont des agents affectés spécifiquement au projet pour assurer la coordination au niveau diocésain. Ils appuient les animateurs, élaborent les rapports et veillent à la bonne gestion des ressources affectées au projet.

En plus du personnel de Caritas Tchad, les Caritas présentes à savoir Caritas Suisse et le CRS sont disposées à apporter l'appui technique nécessaire à la réalisation du projet. Le CRS, grâce à son expérience dans le transfert de cash, accompagnera particulièrement dans ce domaine. Par ailleurs, on distingue d'autres intervenants tels que le gouvernement tchadien, les agences onusiennes et les ONG humanitaires, avec qui Caritas Tchad travaille en étroite collaboration. Ce paquet d'activités est inclus dans les stratégies globales d'intervention.

Le projet a une durée de 7 mois, en ce qui concerne les activités. Cependant, le staff cadre travaillera pendant neuf mois pour finaliser les rapports et organiser les missions d'audit et d'évaluation. L'évaluation externe finale permettra d'orienter les actions futures.

Les acquisitions de matériels et les passations de marché se font conformément au Manuel de procédures de Caritas Tchad : les petits achats de fournitures de bureau et autres se font directement par les services en charge ; les achats d'un montant assez important se font par consultation restreinte, tandis que pour les marchés de montants importants tels que l'acquisition des kits, etc. on procède par appels d'offre. Quant aux semences, l'Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD) est la seule institution à offrir des semences de qualité, spécifiques à chaque zone agro-écologique et bien conditionnées au Tchad.

L'UNAD – Caritas Tchad reçoit les fonds et en informe les différents partenaires. Suivant une expression des besoins périodiques, les fonds sont transférés à chaque partenaire de mise en œuvre. Grâce aux moyens roulants dont dispose chaque organisation, la mise en œuvre et le suivi des activités seront assurés. Un Mémoire d'Entente définira les responsabilités de l'UNAD et de chaque Caritas pour l'exécution du projet.

Un autre objectif du projet qui peut être considéré comme le troisième, est le renforcement des capacités du personnel des Caritas en gestion des urgences et l'amélioration de la coordination humanitaire. Pour atteindre cet objectif, deux séances de formation sont prévues à l'intention des responsables des programmes. Ces formations leur doteront des outils nécessaires à employer lors d'une situation d'urgence, et des attitudes à avoir face à ces situations, ainsi que des techniques de cash transfert. Le CRS est disposé à donner cet appui. Aussi, la collaboration avec les agences onusiennes et les autres ONG humanitaires sera-t-elle améliorée à travers la participation aux réunions de clusters et au partage d'informations. Ceci facilitera l'implication des Caritas diocésaines aux actions humanitaires.

V. Contrôle du projet, Apprentissage et Dissémination

Le projet est élaboré avec l'implication des Caritas Diocésaines concernées. Une équipe de l'UNAD assure la coordination. Les calendriers annuel, semestriel, trimestriel et mensuel des activités sont soumis d'avance à la coordination nationale pour lui permettre de bâtir son programme de suivi. Le suivi et l'évaluation de proximité sont assurés par chacune des Caritas diocésaines.

Les animateurs font le travail de terrain avec des programmations hebdomadaires, les chargés de projets et les Directeurs de Chaque Caritas font respectivement de suivis bimensuels et trimestriels assortis des rapports narratifs et financiers qui sont transmis chaque trimestre à l'UNAD qui les transmettra à son tour à Caritas Internationalis.

Au niveau de la coordination humanitaire, les informations sont partagées par l'UNAD à travers les clusters concernés et à travers les réunions générales d'information et de coordination humanitaire.

Les bénéficiaires impliqués dans les activités travaillent en collaboration avec les animateurs et les chargés de projet. Ceci permettra de mieux apprécier les impacts réels de l'action.

Une évaluation à mi-parcours et une finale externe sont prévues.

Sur le plan régional, une stratégie de pansement des plaies sera mise en place en coordination avec Caritas Centrafrique et avec la participation des autres Caritas notamment Cameroun, République Démocratique du Congo, et Congo Brazzaville, afin de prôner la réconciliation entre les Centrafricains et le retour à la paix dans le pays. Cette stratégie qui n'est pas encore élaborée sera pilotée par Caritas Africa.

VI. Risques et hypothèses

La situation en République Centrafricaine reste toujours volatile et l'on craint l'afflux massif de nouvelles personnes dans les jours ou mois à venir.

Le projet pourra développer l'esprit d'assistanat entraînant certains bénéficiaires au non effort. Certaines autorités locales mal intentionnées chercheront à s'enrichir à l'occasion. Il pourrait également développer des conflits entre les bénéficiaires. Le problème d'accès à la terre constitue aussi un défi majeur auquel Caritas doit faire face.

Le lancement du projet permettra d'expliquer largement les actions à mener et le budget à toutes les parties prenantes pour minimiser ces risques et hypothèses.